

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX: (1)43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1522 - 27 septembre 1990 - 2,5 F

D 1522 BRÉSIL: ASSASSINAT HABITUEL D'ENFANTS PAR DES ESCADRONS DE LA MORT

Un enfant au moins tué chaque jour dans le pays par les "escadrons de la mort"... tel est le constat de pratiques policières envers des mineurs délinquants ou prétendus tels. La violence en milieu urbain atteint dans certaines villes des niveaux extraordinaires (cf. DIAL D 872, 1364 et 1512).

Le 6 septembre 1990, Amnesty International a publiquement dénoncé cette situation, après avoir rencontré le président de la République du Brésil en août dernier.

Texte du communiqué de presse d'Amnesty International.

Note DIAL

DES ENFANTS VICTIMES DE TORTURE ET D'ASSASSINAT

Amnesty International déclare, aujourd'hui 6 septembre, que des centaines d'enfants sont abattus par des "escadrons de la mort" dans les grandes villes brésiliennes et que d'autres, encore plus nombreux, sont frappés et torturés par des policiers en service.

Selon l'organisation, un nombre croissant d'enfants et d'adolescents sont obligés de vivre dans la rue pour subvenir à leurs besoins ou à ceux de leur famille, ce qui les rend d'autant plus vulnérables face aux abus de la police. De plus en plus fréquemment, ces enfants sont torturés, mutilés ou tués par des policiers en uniforme ou agissant sous le couvert des "escadrons de la mort". Les organisations brésiliennes de défense des droits de l'homme estiment qu'aujourd'hui un enfant au moins est tué chaque jour par les "escadrons de la mort" dans le pays.

Parmi les informations récentes concernant les brutalités policières couramment commises, figure le cas de trois garçons de Rio de Janeiro. Selon des témoins, en août dernier, ils ont été interpellés par la police militaire qui les soupçonnait de vouloir cambrioler un magasin. Ils ont ensuite été soumis à la roulette russe; un des garçons, Leandro Cardoso da Silva, 13 ans, a reçu une balle dans la tête, avant d'être abandonné devant un hôtel. Il est mort à l'hôpital.

Les enfants pauvres sont traités avec mépris par les autorités brésiliennes; le simple fait d'être dans la rue met leur vie en danger. Leurs droits les plus élémentaires sont bafoués par ceux-là même qui devraient en garantir le respect, déclare Amnesty International. L'organisation demande que les autorités brésiliennes agissent pour assurer la protection des personnes les plus exposées aux brutalités policières.

Le président Collor de Mello a déclaré en juin que le Brésil n'aurait plus à être cité par Amnesty International, dans la mesure où son gouvernement ne tolérerait plus aucune violation des droits de l'homme. Une délégation d'Amnesty International a rencontré le président en août. Elle lui a demandé de respecter ses

engagements et de mettre en oeuvre des mesures concrètes et immédiates en réponse aux propositions de l'organisation visant à assurer la protection des enfants.

Amnesty International a formulé douze recommandations destinées à mettre fin à la torture et aux exécutions extrajudiciaires. Elles comprennent la mise en place d'un fichier où seront répertoriées toutes les morts violentes imputables aux "escadrons de la mort" ou aux policiers en uniforme, l'instauration d'un contrôle des autorités fédérales sur toutes les enquêtes consécutives à ces assassinats, l'assurance d'une réelle protection pour les victimes et les témoins et l'ouverture d'enquêtes exhaustives et impartiales sur toutes les allégations de torture. Ces mesures constitueraient un premier pas vers la suppression de la violence policière dont les victimes se comptent par milliers, adultes comme enfants.

Les "escadrons de la mort" - dont beaucoup sont dirigés par des membres de la police qui agissent en dehors des heures de service - tuent leurs victimes pour "nettoyer les rues", supprimer des témoins gênants ou assurer la sécurité dans un quartier. Des policiers ont abattu des jeunes en motocyclette parce qu'ils n'avaient pas obtempéré alors qu'on leur avait fait signe de s'arrêter ou parce qu'ils auraient insulté l'un des policiers.

Une étude récente de l'Instituto Brasileiro de Análises Sociais e Econômicas (IBASE, Institut brésilien d'analyses socio-économiques), a révélé que, dans seulement trois grandes villes, 457 enfants ou adolescents, ayant pour la plupart un casier judiciaire vierge, avaient été tués par des "escadrons de la mort" en 1989. Les données récentes montrent que le nombre de ces assassinats ne diminue pas.

Bien qu'un certain nombre de policiers et de juges déplorent de tels abus, les autorités n'ont généralement rien fait pour y remédier. Les cas de torture ou de meurtre font rarement l'objet d'une enquête exhaustive; ou lorsqu'une enquête est menée, l'affaire met souvent plusieurs années avant d'être jugée et les coupables sont condamnés à des peines très légères. Les policiers tardent parfois à intervenir lorsqu'une personne est enlevée par les "escadrons de la mort". Ainsi, deux garçons ont été emmenés de leur domicile par des hommes armés prétendant être de la police, mais lorsque la mère des deux jeunes gens a demandé l'aide à des policiers stationnés dans une voiture de patrouille, ceux-ci ont refusé de partir à leur recherche. Ces garçons ont été retrouvés morts.

Des jeunes, qu'ils soient dans la rue ou retenus dans les locaux de la police, sont couramment victimes de mauvais traitements et de tortures. Les enfants des rues sont ramassés par des policiers qui les frappent souvent et leur extorquent de l'argent en les menaçant de les envoyer dans des institutions d'Etat. Ils sont torturés avec des décharges électriques pour obtenir des informations ou des aveux. Amnesty International a reçu le témoignage de plusieurs enfants qui racontent en détail comment les policiers les brûlent avec des cigarettes, les aspergent d'eau bouillante et les frappent avec des matraques.

Par crainte des représailles, témoins et victimes portent rarement plainte contre la police pour torture et mauvais traitements. Lorsqu'ils portent effectivement plainte, ils finissent souvent par se rétracter après avoir reçu des menaces.

La plupart des cas de torture ont lieu lors de la garde à vue ou dans les prisons; cependant, dans les Institutions d'Etat, les jeunes sont également frappés. Un garçon de 14 ans, ancien pensionnaire d'un institut pour jeunes délinquants a déclaré: "Ils nous frappent pour un rien. Pour la moindre petite chose, ils aiment nous battre. Ils nous disent: 'Si tu en parles au juge, je te tue'; alors on a peur et on ne dit rien".

Abonnement annuel: France 350 F - Etranger 410 F - Avion 480 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441